

L'heure de la prédistribution ?



Dans un discours prononcé à Londres à la mi-juin, le politologue américain Jacob Hacker, dont les idées ont eu beaucoup d'influence sur le Parti travailliste d'Ed Miliband, proposait de renouveler les politiques de centre gauche en misant sur ce qu'il appelait la « prédistribution ». Hacker reconnaissait que ce néologisme un peu lourd n'était guère susceptible de séduire. Mais la gauche, expliquait-il, n'a pas besoin d'un slogan de plus. Elle doit surtout se donner des orientations cohérentes et convaincantes pour répondre aux politiques d'austérité de la droite.

Mais qu'est-ce que la prédistribution ? Pour Hacker, c'est le processus trop souvent oublié qui précède la distribution et la redistribution.

En général, quand on parle de la distribution, on désigne le fonctionnement du marché, qui répartit les revenus, supposément en fonction des talents et des efforts de chacun. La redistribution arrive par la suite, quand l'État modifie un peu la donne par le jeu des impôts et des transferts.

Avec la « troisième voie » de Tony Blair et Gordon Brown, avance Hacker, les travaillistes britanniques ont accepté pleinement le jeu du marché en se disant que l'État pourrait ensuite corriger le tir grâce à la redistribution. Les travaillistes n'étaient d'ailleurs pas les premiers. La social-démocratie a souvent été comprise comme une façon socialement juste de corriger, après coup, les travers du marché.

Or le marché ne constitue pas une entité naturelle, un simple point de départ qui fonctionnerait de façon neutre. C'est un construit social, qui varie d'un pays à l'autre, change avec le temps et est modelé par les interventions politiques.

Une femme qui s'occupe d'enfants d'âge préscolaire, par exemple, pourrait être une éducatrice syndiquée et bien payée au Québec ou en Suède, mais aux États-Unis ou en Italie, une travailleuse mal reconnue, mal payée ou en situation précaire. Avant même que le marché fonctionne, des choix politiques et des législations ont créé des situations différentes. C'est la prédistribution.

La gauche, dit Hacker, doit penser à la prédistribution, parce que le marché fonctionne de moins en moins bien pour la classe moyenne. Pendant que les revenus des plus riches atteignent des sommets inégalés, la situation des salariés se détériore. Même en redistribuant davantage, les gouvernements arrivent de moins en moins à prévenir la pauvreté et les inégalités.

Il faut donc adopter des politiques qui stimulent la demande et favorisent la croissance économique, mettent des limites à la spéculation financière et à l'enrichissement des patrons, protègent les salaires des travailleurs et consolident les services publics.

Toutefois, les propositions de Hacker demeurent relativement imprécises. Si bien que Miliband a pu reprendre l'idée à son compte en concluant qu'en définitive il s'agissait de construire une économie misant sur des emplois qualifiés et bien payés. Nous n'avons plus les moyens de rendre le travail payant en ajoutant simplement des transferts, disait-il en substance, il faut maintenant rendre le travail lui-même payant.

Le problème, comme l'ont noté plusieurs observateurs britanniques, c'est que ce parti pris en faveur d'une économie à haute valeur ajoutée n'est pas nouveau. C'est ce que les travaillistes prônent depuis longtemps. Et il y aura

toujours des emplois moins qualifiés, qui risquent de demeurer mal payés.

En fait, au-delà de l'étiquette, l'idée de prédistribution elle-même est loin d'être nouvelle. La social-démocratie contemporaine n'a jamais été une simple affaire de redistribution. Partout en Occident, et depuis longtemps, les partis de centre gauche ont favorisé des politiques économiques axées sur l'emploi, la réglementation des marchés financiers et des transactions économiques, des politiques du marché du travail protégeant les plus faibles et soutenant la syndicalisation, et des services publics universels et généreux.

Dans l'étude des politiques sociales la plus influente des 30 dernières années, *Les trois mondes de l'État-providence* (1990), le sociologue danois Gøsta Esping-Andersen parlait de démarchandisation pour décrire ce qui, au fond, était un ensemble d'initiatives de prédistribution, c'est-à-dire des politiques visant à réglementer, à encadrer, à limiter et à compléter le marché afin de promouvoir des objectifs de justice sociale.

C'est aussi, d'une autre façon, ce que faisait ressortir l'économiste hongrois Karl Polanyi dans *La grande transformation* (1944) en montrant comment, dès le 19^e siècle en Grande-Bretagne, des lois s'étaient imposées afin de réguler ou contrecarrer le jeu du marché.

Bref, la prédistribution n'est pas exactement une nouvelle idée, ni pour les chercheurs, ni pour les partis politiques.

L'argument de Jacob Hacker a tout de même le mérite de nous rappeler que, pour construire une société juste, il ne suffit pas de redistribuer. Il faut aussi créer les conditions permettant un certain équilibre dans le fonctionnement du marché. Et cela requiert un État capable d'intervenir, des services publics de qualité, des syndicats forts, et un mouvement communautaire vigilant. ■

Alain Noël est professeur de science politique à l'Université de Montréal et coauteur, avec J.-P. Thérien, de *La gauche et la droite : un débat sans frontières* (PUM, 2010).